

Unité départementale de la Moselle
4 rue François de Guise
CS 50551
57009 Metz Cedex 01
Tél : 03 54 44 02 80
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 15 février 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13 janvier 2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ÉLYSÉE COSMÉTIQUES

ZI Technopôle Sud
BP 90008
57600 Folkling

Références : FOLKLING_ELYSEE-COSMETIQUES_2024-02-12_RAPVI_NBGSK_260321
Code AIOT : 0006201245

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13 janvier 2023 dans l'établissement ÉLYSÉE COSMÉTIQUES implanté ZI Technopôle Sud BP 90008 - 57600 Folkling. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite fait suite à une précédente inspection du 9 mars 2022, plusieurs points de contrôles susceptibles de suites ont alors été identifiés. La visite est connexe à une réunion de présentation d'un projet de nouvelle cuve de gaz propane, par ailleurs les échanges ont abordé les divers porter à connaissances transmis par l'exploitant en 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ÉLYSÉE COSMÉTIQUES
- ZI Technopôle Sud BP 90008 - 7600 Folkling
- Code AIOT : 0006201245
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'activité des installations Elysée Cosmétiques de Folkling est notamment soumise à l'arrêté préfectoral modifié 2000-AG/2-159 du 22 mai 2000 ainsi que par :

- L'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre I^{er} du livre V du code de l'environnement.
- L'arrêté préfectoral complémentaire 2010-DLP/BUPE N°175 du 10 mai 2010 imposant à la Société Élysée Cosmétique des prescriptions complémentaires pour la poursuite de l'exploitation de ses installations à Folkling.

Le site est dédié à la fabrication et du remplissage d'aérosols cosmétiques. Le site est classé Seveso Haut.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Risques accidentels

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|-----------------------------|---|--|-------------------|
| 2 | MMR en salle de remplissage | Arrêté Préfectoral du 10/05/2010, article 1.2 | Susceptible de suites | Sans objet |

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--------------------------------------|--|-----------------------|
| 1 | Emplacement du poste de commande POI | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8 - Annexe I - point 5 partiel | Susceptible de suites |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

À l'issue de la visite, il ressort qu'une non-conformité ne peut être écartée sur l'une des prescriptions contrôlées. Il est demandé à l'exploitant d'apporter des précisions complémentaires.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Emplacement du poste de commande POI

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8 - Annexe I - point 5 (partiel) |
| Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des situations d'urgence |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">lors de la visite d'inspection du 09/03/2022type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites |
| Prescription contrôlée : <p>"En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée. [...]"</p> |
| Constats : <p>Lors de la visite du 26 octobre 2021, il a été relevé que le poste de commande (PC) POI est établi dans une salle de réunion à l'intérieur de l'établissement, proche de l'accueil. Or le PC POI se situe dans les zones d'effets de l'accident majorant, alors même que c'est cet accident majorant qui peut être craint.</p> <p>L'inspection a noté que le POI (document) ne prévoit pas d'autre emplacement ou de déménagement de ce PC. Il a été demandé à l'exploitant d'engager les actions correctives (mise à</p> |

| |
|--|
| <p>jour du POI notamment) en attirant son attention sur les dispositions de l'arrêté ministériel du 26/05/2014, et notamment les mesures prises pour limiter les risques pour les personnes sur site.</p> <p>Par courrier du 11/01/2022, l'exploitant a indiqué que le PC POI serait déplacé en cas d'activation du PPI. L'inspection note que la fonction de DOI peut nécessiter d'avoir accès à un certain nombre d'informations (liste des stocks de produits combustibles notamment) et qu'il convient de définir les conditions d'exercice du PC POI en dehors de l'établissement et hors zones d'effets.</p> <p>Lors de la visite du 9 mars 2022, l'inspection a pris note du courrier de l'exploitant du 11/01/2022 et lui a renouvelé sa demande d'indiquer les modalités pratiques de mise en œuvre du PC POI sur un lieu déporté.</p> <p>L'exploitant par courrier du 27 avril 2022 a précisé à l'inspection que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le déplacement du PC n'est pas envisagé en cas de scénario POI ; • le déplacement du PC est prévu en cas d'évacuation type PPI ; • le cas échéant, le PC POI est déporté sur décision du DOI en cas de propagation du scénario : celui-ci disposant d'un téléphone portable et des outils informatiques nécessaires à la gestion de crise hors site (FDS, matières stockées sur site, etc.). <p>Lors de la visite du 13 janvier 2023, l'inspection a pris acte de ces dispositions.</p> <p>L'inspection des installations classées ne relève pas de non-conformité au titre de la prescription contrôlée.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 2 : MMR en salle de remplissage

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2010, article 1.2</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Mesures complémentaires</p> |
| <p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 09/03/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites |
| <p>Prescription contrôlée : "Hall de remplissage : la mise en route des machines de remplissage est asservie au fonctionnement des systèmes d'aspiration (une ventilation dans le local et une extraction dans les caissons des machines), permettant ainsi de prévenir la formation d'atmosphère explosible. [...]"</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Le constat porte sur des éléments de maîtrise des risques dont le détail peut être confidentiel et n'apparaît donc pas dans le rapport public.</p> |
| <p>Type de suites proposées : susceptible de suite</p> |